



JEUDI 17 MARS ,TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS A LILLE RDV 14h30 PORTE DE PARIS

L'explosion des prix de l'énergie et des produits de première nécessité, la non-reconnaissance des qualifications et des responsabilités sont au centre des préoccupations des salariés.

Une récente étude de l'ONG Oxfam a mis des chiffres sur cette explosion des inégalités. En France, la fortune des milliardaires a augmenté de 86 % depuis le début de la pandémie, tandis que, dans le même temps, 4 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées en situation de vulnérabilité. Sous la présidence d'Emmanuel Macron, les 1% les plus riches ont vu leur niveau de vie augmenter de 2,8% en moyenne, quand les 5% des ménages les plus modestes ont perdu jusqu'à 0,5% de leur pouvoir d'achat.

Pour faire face à l'augmentation du coût de la vie, nous revendiquons une augmentation générale des salaires dans le secteur privé et des traitements dans la fonction publique, en commençant par les plus bas salaires.

Les salariés du secteur public, comme ceux du secteur privé, les retraités, les jeunes partagent toutes et tous une même priorité face à l'augmentation du coût de la vie : il faut augmenter les salaires, les pensions, les allocations et les bourses étudiantes.

En tant qu'agents de la DGFIP, la reconnaissance de notre engagement passe par l'augmentation de nos salaires : il faut donc revaloriser le point d'indice.

Son gel de plus de dix ans a entraîné des pertes de pouvoir d'achat considérables, l'absence de reconnaissance de nos qualifications et le rabougrissement de nos carrières. D'autres mesures – telles que l'attribution d'un nombre de points uniforme à toutes et à tous – doivent être envisagées. De plus, le nouveau régime indemnitaire au mérite (RIFSEEP) doit être définitivement abandonné. La part de l'indemnitaire ayant un caractère de complément salarial doit être intégrée dans notre traitement, sans effet négatif sur la revalorisation indiciaire. Les autres indemnités doivent être revalorisées.

Des négociations doivent être ouvertes sur notre régime indemnitaire, qui doit être revalorisé de manière pérenne. De nombreux non titulaires et précaires travaillent dans nos services. Leur situation doit être également améliorée de façon sonnante et réverbérante !

Nous avons été utiles à la population et à la société en général avant et pendant la crise sanitaire ; nous le sommes encore aujourd'hui ! Que le gouvernement reste sourd à nos revendications, ne serait-ce qu'en matière de rémunération est devenu insupportable !

La spéculation boursière se porte à merveille, les dividendes versés aux actionnaires sont mirobolants, les écarts entre les plus riches et la majorité de la population continuent à se creuser...

Pour financer nos augmentations, il s'agit simplement d'avoir la volonté politique d'aller chercher l'argent là où il est !

